



POLICE MILITAIRE BRÉSILIENNE ET ANATOMIE D'UN NÉCRO-ÉTAT

BRENO LUNA

JEU D'IMITATION

Le 30 Mai 2020, une commerçante locale, une brésilienne noire de cinquante-et-un ans, se trouva le cou écrasé pendant plusieurs minutes par un officier de la police militaire, durant une intervention. La jambe cassée et souffrant de plusieurs blessures, elle fut, plus tard, arrêtée de manière injustifiable. Cette scène, comme tant d'autres toutes aussi similaires, s'est jouée dans la périphérie de la ville de São Paulo. Des témoins filmèrent l'incident en entier et les vidéos se propagèrent de manière virale sur les médias sociaux, ainsi que sur les médias [locaux](#) et [internationaux](#).

Plus tôt ce jour-là, d'après la BBC, la patrouille de police militaire *paulista* [de São Paulo] répondait à une plainte pour nuisances sonores dans les environs. À leur arrivée, la police militaire identifia une voiture jouant de la musique à plein volume comme étant à l'origine de la nuisance. Stationnée en face du commerce local, un bar, ils approchèrent le conducteur : « un individu de sexe masculin non identifié » qui serait un client régulier du bar. La femme regarda son client donner aux officiers de police du fil à retordre en résistant à leur ordre de leur remettre ses clés de voiture. Ce refus irrita les officiers de police militaire, déclenchant une série d'insultes et d'agressions physiques à l'égard du client et de la femme.

La femme, sous condition d'anonymat par peur de représailles, dit être intervenue sur la scène dont elle était témoin en essayant de mettre fin à la manière abusive dont les officiers retenaient son client. Un média indépendant l'a interviewée : « le jeune homme [le client] avait déjà été sévèrement battu. Il était au sol. J'ai demandé aux policiers d'arrêter les violences mais à ce moment, le second policier m'a jetée contre la clôture. »

D'après son récit, elle fut frappée avant de se faire marcher sur le cou. « J'étais sonnée par les coups, c'est alors qu'il m'a renversée. Son coup de pied a cassé mon tibia. Lorsque je le lui ai dit, le policier m'a insultée et a posé son pied sur mon cou. » Elle affirme ne pas

pouvoir se rappeler pour combien de temps elle eût à subir la botte militaire lui presser son cou, pressant son visage contre le sol.

« Ce n'était pas court, non. Il avait ton son poids dessus. Alors il m'a traînée et a écorché mon visage contre le bitume avant de me jeter sur le trottoir. Alors de nouveau il s'est agenouillé sur mon cou et sur mes côtes. Je pensais que j'allais mourir comme George Floyd. » – *Ponte Jornalismo*

Cette scène fut révélée en marge des manifestations pour Black Lives Matter, déclenchée par le meurtre de George Floyd à Minneapolis, aux États-Unis. Alors qu'il est impossible d'affirmer si l'officier de police militaire agissait comme ou plutôt, s'était *inspiré*¹ de l'officier de police de Minneapolis qui tua George Floyd, sous sa contrainte et son genou, le policier brésilien ne montra peu sinon aucune sensibilité lors de cet acte plus que jamais symbolique.



Kaspale's Archive Intrusion (l'intrusion de kaspale dans les archives) ~ Kyowia Syambi

LE NÉCRO-ÉTAT BRÉSILIEN

En 2015, j'ai étudié le phénomène des violences policières au Brésil pour mon diplôme de Master en Criminologie et Criminalistique à l'université de Maastricht aux Pays-Bas. J'avais intitulé ma thèse « La police militaire brésilienne : une culture de la brutalité, » visant à comprendre les facteurs multilatéraux qui contribuaient à une telle violence croissante. J'ai aussi cherché à examiner si la nature militarisée de la police brésilienne, un héritage de la dictature, est responsable de sa brutale réputation. Sans surprises, revoyant les statistiques

cinq ans plus tard, les cas de torture, enlèvements, humiliation et usage systématique de force létale n'ont fait qu'augmenter. Aujourd'hui et plus que jamais, le Brésil exemplifie ce que Achille Mbembe appelle un État « nécropolitique. » Et cette caractérisation a gagné une remarquable pertinence sous le gouvernement Bolsonaro.

La police brésilienne a tué au moins 5804 civils en 2019, contre 5716 en 2018, 75% des tués étant Noirs ou *Pardos* (Bruns). De tels chiffres ne reflètent pas les cas non reportés et n'incluent pas, par exemple, les cas de torture qui sont souvent suivis de mort. Bien qu'il soit difficile de déterminer l'échelle du problème, les chiffres rapportés sont à eux seuls suffisamment alarmants.

Une telle violence n'est, pourtant, pas une anomalie fortuite ou une « pathologie sociale. » En revanche, elle doit être considérée comme un phénomène structurel : les violences policières sont, plutôt, un normalisateur de la vie quotidienne, un élément constituant les inconscients individuels et collectifs. Comme Mark Lanier et Stuart Henry le décrivent en observant des violences de ce type, commises par un gouvernement légitime, les gens deviennent insensibles et indifférents.

L'histoire du Brésil et des Amériques (tout comme pour tout territoire colonisé ou occupé) est fondée sur la violence. La période coloniale du Brésil commença en 1500 avec l'arrivée des Portugais. Le Brésil fut une colonie relevant de l'exploitation féroce, dont l'économie était basée sur la coupe du bois, l'extraction d'or et de diamants et la production de sucre. Des millions furent réduits à l'esclavage et amenés d'Afrique et, ensemble avec les rare indigènes (ceux qui avaient survécu l'occupation / spoliation Européenne), étaient le carburant de ce système de production colonial. En 1815 le pays devint un empire et en 1889, pour la première fois, une république. L'esclavage fut légalement aboli il y a seulement 132 ans, en 1888. A l'époque contemporaine, la démocratie brésilienne est considérée jeune et précaire ; c'était en 1988, après des décennies de dictature militaire, qu'une constitution fut promulguée, introduisant le suffrage universel dans le pays et déclarant les droits fondamentaux des citoyens, installant finalement un code du travail, ainsi que le droit à l'éducation, à la santé publique et à la sécurité sociale.

VESTIGES D'UNE ÈRE AUTORITAIRE

Les vestiges de presque cinq cents ans d'une époque autoritaire ultraviolente sont aussi passés dans les lois démocratiques du Brésil. Un nombre d'instruments légaux dignes des régimes autoritaires ont été ébauchés dans la transition douce entre dictature et État démocratique, rendue possible par une « amnistie générale » – un type d'amnistie qui protégeait et pardonnait tout fonctionnaire responsable des crimes contre les droits humains commis durant cette époque.

Le mot « amnistie » provient du Grec ancien *anamnesis* (souvenir du passé ou réminiscence). Le philosophe brésilien Vladimir Safatle suggère que ce type d'amnistie – et

son absence de responsabilisation et de justice subséquentes – exerce une forte influence fantasmagorique sur la psyché sociale. Safatle explique que, dans le cas du Brésil, l'amnistie a permis aux forces armées de rester impunies pour ses crimes de torture et de dissimulation des corps sans faire de *mea culpa*. Tous les crimes commis durant la dictature ont été enterrés sous une telle chape d'oubli, entravant le deuil des familles. Ne jamais finir par savoir ce qui est arrivé aux victimes – où et dans quelles circonstances la police s'est débarrassée de leurs corps, et, surtout, réaliser que jamais aucun coupable ne sera rendu responsable – ternit tout le processus de deuil. Safatle conclut que ces morts oubliés évoquent l'ordre symbolique de Lacan. « Ce qui est rejeté en dehors de l'univers symbolique revient et prend forme dans l'univers réel. » L'impossibilité de traiter avec un passé tellement brutal, en parallèle avec un deuil compliqué et dont ils sont privés, explique beaucoup de la situation violente dans le pays. Le deuil peut être considéré pathologique lorsque la douleur est impossible à traiter. Par conséquent, la situation psychologique de la société brésilienne demande à être considérée.

LA FORME DE L'ORGANISATION ET SES OBJECTIFS

La police brésilienne est apparue en tant qu'organisation tôt dans les années 1800, principalement pour protéger et contrôler la circulation des biens et garantir l' « ordre public. » La Police Militaire de Rio de Janeiro, par exemple, a été fondée le 13 Mai 1809. Comme suggéré par le chercheur Patrick Ashcroft, presque toutes les opérations de police entre 1810 et 1821 furent liées à des cas de gens réduits à l'esclavage. À cette époque, ces derniers étaient un « bien » *sui generis* (une « chose, » légalement parlant) qui devait être contrôlée².

Avec le temps, il devenait clair que la police au Brésil n'a pas été créée pour des objectifs démocratiques. Son *modus operandi*, généralement, reste quelque peu familier : la même force de police qui poursuit, kidnappe, torture, tue et dissimule les corps des Afro-Bréiliens aujourd'hui est la même qui chassait les gens réduits à l'esclavage qui tentaient de fuir, appliquait les peines, mettait fins aux *capoeiras* et surveillait l'expression de la culture et rituels Africains de toute sorte durant l'époque coloniale.

La structure de la police brésilienne est également problématique. Elle est curieusement divisée en deux branches : la police militaire et la police civile. La police militaire est responsable des patrouilles ostensibles et le maintien de l'ordre public, effectuant des arrestations seulement dans des cas d'offenses en flagrant délit, en *flagrante delicto*. La branche militaire sert d'auxiliaire et de troupes de réserve pour l'armée brésilienne et, en même temps, se trouve au contact du public. En retour, la police civile possède les attributs de la police judiciaire, à savoir mener des enquêtes et l'exercice d'investigations.

Le scientifique politique Luiz Eduardo Soares suggère que si, la police militaire manque de pouvoirs investigateurs et criminalistiques, et ne peut qu'attraper les criminels pris « la main dans le sac, » cette même force de police comprendra « arrestations » comme synonyme

de « productivité. » Soares explique : la productivité est évaluée par des résultats statistiques (par exemple : nombre d'arrestations, saisie d'armes, de drogues et matériel illicite, etc.). Ainsi, les officiers de police militaire feront tout ce qu'il faut pour faire grimper les chiffres, en arrêtant les gens en flagrant délit – ce qui inclut altérer des scènes de crime. Comme rapporté par le *HuffPost*, le « kit flagrant délit » est, par exemple, une pratique frauduleuse bien connue et répandue, qui consiste en l'altération d'une scène de crime en plaçant un revolver avec un numéro de série limé et des petites quantités de drogues illicites comme de la marijuana, du crack ou de la cocaïne. Ces mêmes « kits » ont été retrouvés dans les casiers d'officiers de police à de nombreuses occasions. Ainsi, on pourrait dire que, lorsqu'il s'agit de démontrer leur efficacité, la police militaire part à la chasse.

Sa nature militaire indique que la police sera organisée de la même manière que l'armée. Cependant, à la différence de l'armée, un officier de police idéal doit jouer un rôle dans la préservation et la garantie des droits des citoyens, des propriétés, de la sécurité physique et en cas de nécessité, dans l'usage modéré de la force. Les interventions de police doivent suivre des règles spécifiques lorsqu'elles sont en contact avec des civils : avertissements, persuasion, force physique et enfin, techniques létales. L'armée, de l'autre côté, a des objectifs complètement différents : défense territoriale, l'assurance de la souveraineté, et questions de guerre.

Soares souligne que la forme organisationnelle de toute institution est un facteur significatif pour le comportement de ses membres. Si la police brésilienne est une organisation de nature militaire, comment peut-on espérer qu'ils ne voient pas tout civil comme un ennemi potentiel (spécialement ceux qui ont été historiquement et sensiblement marginalisés) ?

UN ÉTAT D'EXCEPTION PERMANENT

À part son extrême violence, la police militaire est particulièrement raciste. Les statistiques ainsi que les innombrables cas emblématiques qui inondent les infos et imprègnent notre imaginaire collectif nous donnent l'impression que les violences policières sont un phénomène uniforme qui opère sur une certaine démographie et une certaine géographie. Cette impression est renforcée en permanence par les caractéristiques des victimes : jeunes Noirs de sexe masculin défavorisés vivant dans les favelas. Certains individus et secteurs souffrent des violences policières plus que les autres. Le profilage racial, par exemple, n'est pas une pratique dissimulée : en 2013, la police militaire de São Paulo fut un ordre institutionnel commandant une approche spécifique à l'encontre des Noirs et *Pardos*. Comme Giorgio Agamben le suggérerait, l'« État d'exception » dans les favelas – où les « contrôles et garanties de l'ordre judiciaire peuvent être suspendus » – n'est plus une simple « suspension temporaire » de l'état de droit (le droit de tuer et ceux qui sont exposés à cette mort) ; c'est véritablement, un arrangement spatial permanent et normalisé.

L'universitaire Silvio de Almeida comprend qu'un tel racisme structurel est une technologie essentielle pour l'exercice d'un pouvoir qui décide « qui vit et qui meurt. » De Almeida dirige

son attention sur le concept de « nécropolitique » d'Achille Mbembe. Alors que le concept de Mbembe est basé sur la notion de « biopouvoir » de Michel Foucault (le domaine de la vie dont le pouvoir politique a pris contrôle), Mbembe considère que le concept de biopouvoir est trop eurocentrique et, par conséquent, insuffisant pour rendre compte des formes contemporaines de subjugation de la vie au pouvoir de la mort qui prend place dans les confins du tiers-monde. Mbembe utilise le concept de nécropolitique pour expliquer, dans notre monde contemporain, comment, à travers différentes manières, les armes sont déployées à des fins de destruction d'un nombre maximal de personnes, et comment on assiste à la création de mondes-de-mort : des formes uniques d'existence sociale dans lesquelles de larges populations sont assujetties à des conditions de vie leur conférant le statut de morts-vivants.

Mbembe attire au centre du débat politique les manières dont le pouvoir, à travers ses instruments de *gouvernementalité*, s'approprie la mort comme outil de gouvernance. Le pouvoir n'établit plus seulement les normes de nos modes de vie, d'action et de comportement ; le pouvoir décide de qui vivra et qui mourra et aussi comment les gens vivront et mourront. La mort est une valeur fondamentale dans les calculs nécropolitiques : elle est une question d'économie politique.

Expliquant le concept de Mbembe, le psychanalyste Nóbrega Franco ajoute que la nécropolitique ne réfère pas seulement à un modus de gestion de la mort. C'est, en réalité, une théorie très complexe qui agit à la fois en combinaison et concaténation avec de nombreuses logiques qui composent la logique de l'État brésilien : racisme, marginalisation, la lutte contre la drogue, l'idée d' « ennemi intérieur », incarcérations de masse, système pénal actuariel, néolibéralisme, etc.

RÉSISTANCES PAR TEMPS D'APATHIE

Dans une « normalité sociale psychique et institutionnelle complète, » comme le suggère le psychanalyste Thales Ab'Sáber, le nécro-État brésilien produit des corps à grande échelle. Ce sens de « normalité » peut nous donner l'impression que ce « système » n'est pas dysfonctionnel ou au bord de l'effondrement. Cette normalité nous donne le sentiment que, peut-être, le système fonctionne juste comme il a toujours fonctionné, et la police et sa technologie disciplinaire un appareil instrumental : le sadique et létal *dispositif* écrasant nos cous.

Les victimes ne sont pas seulement les morts mais également les familles, amis, voisins... survivants *mélancholisés*, dans un état figé, relégués à une subjectivité passive. Ils sont condamnés aussi car ce sont des survivants qui, comme leurs morts, survivent au jour-le-jour dans une société où, d'après Mbembe, « la souveraineté décide qui compte et qui ne compte pas, qui est *jetable* et qui ne l'est pas. »

À part toute la violente conjecture historique et psychosociale au Brésil, le discours de Bolsonaro est explicitement nécropolitique. Quelques-uns de ses mots avant l'élection de 2018 étaient : « l'erreur de la dictature était de seulement torturer et non tuer ; » quelles réparations historiques doit-on aux Noirs ? Je ne les ai jamais personnellement réduits à l'esclavage ; » « ils ne font rien. Je pense qu'ils ne sont plus même bons à procréer (en référence aux descendants Noirs des insurgés Africains réduits à l'esclavage) ; » « je suis un défenseur de la torture. Je suis pro-torture et le peuple l'est aussi. » Et pourtant, c'est cette rhétorique qui l'a élu à 55% des voix. Dans un récent discours, Bolsonaro nous donne un bon exemple de comment est-ce que la nécropolitique s'applique à des champs au-delà des violences policières et des débats sur la sécurité publique. Au pic de la pandémie en 2020, il déclare : « est-ce que des personnes vont mourir ? Oui, ils vont mourir. Je suis désolé. C'est la vie. Vous ne pouvez pas arrêter une usine de voitures parce qu'il y a des accidents de la route. » Ici, malgré le pauvre usage de langage figuratif, la manière candide et dystopique dont Bolsonaro décrit son mépris de la vie est dérangeante.

Avant d'apercevoir une solution consensuelle aux violence policières, nous devons avoir une compréhension et perception intersectionnelle du phénomène. Nous devons d'autant plus reconnaître que les violences policières ne sont pas exclusives à la réalité brésilienne et que de telles violences existent (dans différentes formes, à différent degrés) dans d'autres pays. Pour trouver une solution, cependant, nous devons prendre en compte les spécificités locales. Cela signifie que nous devons transcender la sociologie, l'histoire et la psychologie européennes et chercher des réponses dans le champ des théories décoloniales, aussi bien que dans la littérature produite par les penseurs qui proviennent des marges. Si la nécropolitique est un moyen de soumettre la vie au pouvoir de la mort, cela n'est que trop bien mis en scène dans le Brésil d'aujourd'hui, nous invitant à réfléchir sur les origines historiques, les caractéristiques sociales et, surtout, les aspects culturels et institutionnels de la police militaire.

La dystopie, c'est maintenant.

Translated by William Barylo

¹ La constriction du cou, spécifiquement en « s'agenouillant, » n'est un protocole inclus dans aucun manuel de procédures physiques de la police Brésilienne. Par conséquent, ce n'est pas une mesure officielle.

² « La simple circulation de Noirs sans surveillance était répréhensible. Un décret municipal datant de 1870 stipule des peines financières et corporelles envers les commerçants locaux qui permettaient à une personne Noire de rester plus longtemps que nécessaire dans leur établissement. C'est de ce type de contrôle que l'on parle » (Zaccone, Kambiwá, and Bacellar).

Ab'Sáber, Tales. "Ordem e violência no Brasil." *Bala Perdida: a violência policial no Brasil e os desafios para sua superação*, edited by Bernardo Kucinski, Boitempo, 2015, pp. 112.

Almeida, Silvo. *Sílvio Almeida: O racismo é uma tecnologia de exercício de poder que decide quem vive e quem morre*. YouTube, 21 Sept. 2018, <https://www.youtube.com/watch?v=4BGVFjvMV0Y&t=1422s>.

de Araújo, Thiago. "Polícia Militar de São Paulo bate todos os recordes de letalidade e mostra 'preferência' pela periferia." *Huffpost Brasil*, 26 Feb. 2015, https://www.huffpostbrasil.com/2015/02/26/policia-militar-de-sao-paulo-bate-todos-os-records-de-letalidad_n_6758944.html?

Ashcroft, Patrick. *History of Rio de Janeiro's Military Police Part I: 19th Century Beginnings*. *RioOnWatch*, 18 Feb. 2014, <https://riononwatch.org.br/?p=10231>.

Batista, Vera Malaguti. "Estado de polícia." *Bala perdida: a violência policial no Brasil e os desafios para sua superação*, edited by Bernardo Kucinski. Boitempo, 2015, pp. 91.

"Brazil: Outrage over São Paulo policeman stepping on woman's neck." *BBC*, 14 July 2020, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-53399088>.

"Brazil: Protect Detainees in Police Custody." *Humans Right Watch*, 20 July 2014, <http://www.hrw.org/node/254670>.

Forrest, Adam. "Jair Bolsonaro: the worst quotes from Brazil's far-right presidential frontrunner." *The Independent*, 8 Sept. 2018, <https://www.independent.co.uk/news/world/americas/jair-bolsonaro-who-quotes-brazil-president-election-run-latest-a8573901.html>.

Grellet, Fábio. "Negros são 75% dos mortos pela polícia no Brasil, aponta relatório . . .". 15 July 2020, <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/agencia-estado/2020/07/15/negros-sao-75-dos-mortos-pela-policia-no-brasil-aponta-relatorio.htm>.

Lanier, Mark, and Stuart Henry. *Essential Criminology*. Westview Press, 2010.

Mbembe, Achille. "Necropolitics." *Public Culture*, vol. 15, no 1, 2003, pp. 11-40.

Nóbrega, Franco Fábio Luís. "Necropolítica: entenda o que é a política da morte." *Rede TVT Youtube*, 8 Oct. 2019, <https://www.youtube.com/watch?v=w5Ebmeh2Nk>.

"Número de pessoas mortas pela polícia cresce no Brasil em 2019; assassinatos de policiais caem pela metade." *G1/Globo*, 16 Mar. 2020, <https://g1.globo.com/monitor-da-violencia/noticia/2020/04/16/numero-de-pessoas-mortas-pela-policia-cresce-no-brasil-em-2019-assassinatos-de-policiais-caem-pela-metade.ghtml>.

"PM de Campinas deixa vazar ordem para priorizar abordagens em negros." *G1/Globo*, 23 Jan. 2013, <http://g1.globo.com/sp/campinas-regiao/noticia/2013/01/pm-de-campinas-deixa-vazar-ordem-para-priorizar-abordagens-em-negros.html>.

“PM pisa em pescoço de mulher durante abordagem: ‘quase cheguei à morte.’” *Ponte Jornalismo*, 14 July 2020, <https://ponte.org/pm-pisa-em-pescoco-de-mulher-durante-abordagem-quase-cheguei-a-morte/>.

Safatle, Vladimir. “Do uso da violência contra o Estado ilegal.” *O que resta da ditadura: a exceção brasileira*, edited by Edson Teles and Vladimir Safatle, Boitempo, 2010, pp. 240.

Soares, Luiz Eduardo. “Por 1987 que tem sido tão difícil mudar a polícia.” *Bala Perdida: a violência policial no Brasil e os desafios para sua superação*, edited by Bernardo Kucinski, Boitempo, 2015, pp. 27-32.

Zaccone, Orlando, et al. “Pólis e polícia: racismo e medo nossos de cada dia.” Edited by Urbe Urge, 2018, <https://piseagrama.org/polis-e-policia-racismo-e-medo-nossos-de-cada-dia/>.

Breno Luna is a Brazilian independent researcher based in Berlin, Germany. Some of his studies include criminal abolitionism and decriminalization, sociology, psychoanalysis, existentialism and music. Luna received his Master of Laws degree in Forensics, Criminology and Law at the Maastricht University in 2015.

William Barylo (PhD., EHESS) is a UK-based researcher in Sociology. He is passionate about how young Muslims in Europe and North America use their cultural heritage and religious ethics to improve society through arts, the environment, social and economic justice and mental health. As a British Academy Postdoctoral Fellow at the University of Warwick, his current project « The Diaspora Strikes Back » explores activism amongst Sikh and Muslim millennials in Europe. He is the author of *Young Muslim Change-Makers* (2017).

Syowia Kyambi is based in Nairobi and of Kenyan/German origin. Incorporating photography, video, drawing, sound, sculpture, and performance installation, Syowia’s approach takes aim at the politics of the time as well as its legacy today. What is remembered, what is archived, and how we see the world anew. She is an alumnus of the School of the Art Institute of Chicago (BFA) and the Transart Institute (MFA). Her works include a permanent commission *Infinity: Flashes of the Past for the Nairobi National Museum* (2007), and an ephemeral performance installation *What’s Wrong Dear Jane* for the Kenyan Art Fair (2014).

Kaspale’s Archive Intrusion (2019) is shown here as a portion of the artwork featured on stillpointmag.org.